

pénurie de pétrole et aux problèmes qui agitent l'Iran. Il faut nous rappeler que l'Iran, que la plupart des pays occidentaux considéraient comme un pays stable, s'est révélé bien peu stable et colosse aux pieds d'argile. D'aucuns estiment que l'Iran connaîtra encore beaucoup plus d'agitation avant que les choses se tassent. Le fait est qu'Imperial Oil, qui achetait le pétrole directement du Venezuela, avait perdu sa part aux mains de sa société mère, Exxon, et que la règle de force majeure appliquée par Exxon l'a été à l'encontre des intérêts canadiens. Mais nous avons bénéficié d'autres avantages, et ce n'est pas quelque chose que Petro-Canada serait en mesure de nous procurer.

● (2100)

Un certain nombre de filiales canadiennes de sociétés pétrolières internationales dépendaient du pétrole iranien, et la réduction des approvisionnements en pétrole brut depuis le début de la révolte de Khomeiny a causé à la plupart d'entre elles de sérieux dérangements et des problèmes de logistique. British Petroleum Ltd., qui obtenait environ 30 p. 100 de son pétrole brut de l'Iran, a dû recourir à des mesures de force majeure, au rationnement, pour les livraisons à ses filiales, dont BP Canada Ltd. Petrofina Canada Ltd., qui, estime-t-on, obtenait en Iran tout le stock d'alimentation en pétrole brut pour sa raffinerie a eu, elle aussi, des difficultés à s'approvisionner de cette matière, car sa société mère, Petrofina de Belgique, achète 25 p. 100 de son pétrole brut de British Petroleum. Gulf Canada Ltd. dépendait entièrement de l'approvisionnement iranien pour sa raffinerie de Point Tupper (Nouvelle-Écosse). Toutefois, lorsque la production iranienne a ralenti, Gulf, par l'entremise de sa société mère, Gulf Oil Corporation, a réussi à charger de 2.3 millions de barils de pétrole brut un superpétrolier au Koweït, de quoi alimenter la raffinerie de Point Tupper six semaines durant. La semaine dernière, un autre superpétrolier appareillait du Koweït, également en direction de Point Tupper. Si nous avions négocié directement avec les pays fournisseurs, le Canada n'aurait certainement pas pu disposer de ce pétrole et nous y aurions assurément perdu. A ce que je sache, le ministre se propose d'effectuer toutes les négociations, ou presque toutes, directement avec le Venezuela. Tout porte à croire que le Mexique ne sera pas un grand producteur de pétrole avant quelques années.

Quand le président Carter est allé au Mexique en quête de pétrole et de gaz pour son pays, on l'a traité de haut. Les Mexicains ont déclaré que, probablement, ils ne vendraient pas beaucoup de pétrole aux États-Unis et, en fait, ils ont même reproché aux Américains de ne pas ouvrir leurs portes à leur population excédentaire qu'on trouve en bien plus grande quantité que le pétrole.

Que penser de la valeur des échanges pétroliers directs, ou de la négociation directe des contrats entre une société d'État et une autre? Devrait-on mettre tous ses œufs dans le même panier, vénézuélien en l'occurrence? N'oublions pas que le Venezuela a réduit de moitié sa production pétrolière depuis 1970. Il s'agit donc de savoir si la production pétrolière de ce pays, qui s'inquiète de ses réserves, sera de nouveau réduite. Le

Les approvisionnements d'énergie

Venezuela est-il un pays plus stable que ne l'était l'Iran? De prime abord, il ne le paraît point.

A propos du Venezuela, j'aimerais citer le *Euromoney Currency Report* qui dit ce qui suit:

Le président Carlos Andreas Perez, élu en 1973 pour présider à la prospérité OPEP, quitte son poste le 12 mars. Lui succèdent les chrétiens démocrates de Luis Herrera Campins: Frugalité et austérité assurées. Il y aura d'abord contrôle des changes et réduction des importations, comme première ligne de défense du bolivar dont personne là-bas ne prévoit la réussite. Il faut une dévaluation pour réduire la facture des importations. Les nécessités politiques exigeraient que cela se fasse bientôt, pour que Perez puisse en être rendu responsable. Dévaluation sans doute importante, disons de 15 p. 100, peut-être en mars. Chaque fois que c'est possible, recours plus important aux emprunts domestiques.

Il y a des retards et des dépassements massifs de budget dans les ambitieux projets d'industrialisation. La balance commerciale connaissait l'an dernier son premier déficit en 50 ans: près de 3 milliards de dollars.

C'est relativement plus que le nôtre. Voilà pourquoi il y a tant de pétrole vénézuélien à vendre. Je poursuis:

La Banque centrale estime à 6 milliards de dollars le déficit des paiements courants. Les réserves de change ont chuté malgré l'orgie d'emprunts à l'étranger. La croissance des importations reste autour de 25 p. 100. Inflation de 20 p. 100 de l'avis général, même si officiellement elle a été jugulée par le contrôle des prix et par les subventions que Herrera a juré de réduire. On reprend à peine le contrôle de la masse monétaire; son taux de croissance a été ramené à 15 p. 100. BND, la plus grande banque commerciale a trinqué: nationalisée pour empêcher la crise de liquidités de tourner à la catastrophe bancaire générale.

Voilà où en est le Venezuela. Son économie n'est pas spécialement forte. Nous savons que dans les pays d'Amérique du Sud, les coups d'État militaires se succèdent. Demander à Petro-Canada de couvrir seule nos besoins en pétrole étranger, c'est mettre tous nos œufs dans le même panier. Et ce n'est pas idéal comme solution. C'est tout ce que j'avais à dire sur l'amendement.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. l'Orateur adjoint: Le vote porte sur la motion n° 5 inscrite au nom du député de Sault-Sainte-Marie (M. Symes). Que tous ceux qui sont en faveur veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur adjoint: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: A mon avis, les non l'emportent.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, évidemment nous n'avons aucune objection à ce qu'un vote ait lieu ce soir, si tel est le vœu de la Chambre. A vrai dire, nous ne tenions pas d'abord à des votes par appel nominal ni ne voulions retarder l'étude de cette question. C'est le ministre qui a insisté pour tenir des votes par appel nominal. Quant à nous, nous sommes parfaitement d'accord si la Chambre veut aller de l'avant. C'est précisément ce que nous souhaitons. Nous ne voulons nullement retarder l'étude de la question. Si les choses ont traîné à ce point, c'est surtout à cause des manœuvres du ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne l'objection soulevée par le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence), puis-je rappeler que les leaders à la Chambre ou leurs représentants se sont entendus aujourd'hui pour que les votes soient maintenant